



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Accélération et simplification de l'action publique

(1ère lecture)

(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)

(n° 359 , 358)

**N° 37 rect.
quater**

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|-------------|
| C | Défavorable |
| G | Défavorable |
| | Retiré |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Marc BOYER et CHATILLON, Mme RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI, M. LAMÉNIE, Mme Anne-Marie BERTRAND et M. Henri LEROY

ARTICLE 39

Rédiger ainsi cet article :

L'article L. 213-4-1 du code de la route est ainsi rédigé :

« Art. L. 213-4-1. – Les places d'examen du permis de conduire sont attribuées directement de manière nominative aux candidats qui en font la demande par voie électronique sur un système dédié. La demande peut être effectuée selon les mêmes modalités, et à la demande du candidat, par l'établissement d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière auprès duquel celui-ci est inscrit. »

Objet

Le présent amendement prévoit de généraliser et pérenniser l'expérimentation prévue par la loi d'orientation des mobilités, visant à permettre la réservation en ligne des places d'examen du permis de conduire.

En procédant ainsi, le seul critère d'attribution de ces places d'examen sera l'ordre d'inscription, sans discrimination en fonction du lieu ou du mode d'apprentissage. Cela assure donc une parfaite neutralité d'accès à l'épreuve.

De plus, la simple suppression de l'article L. 213-4-1 du code de la route prévue par la rédaction actuelle de cet article ne laisse comme référence législative que le seul article L. 221-1 A. Si celui-ci rappelle que l'examen du permis de conduire est un service universel et que chaque candidat doit se voir proposer une date d'examen, les modalités sont renvoyées à un texte réglementaire. Il convient plutôt d'en fixer les modalités d'attribution dans la loi.

NB : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi

Accélération et simplification de l'action publique

(1ère lecture)

(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)

(n° 359 , 358)

**N° 36 rect.
quater**

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|-------------|
| C | Défavorable |
| G | Défavorable |
| | Tombé |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Marc BOYER et CHATILLON, Mme RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI, MM. LAMÉNIE, Bernard FOURNIER et Henri LEROY et Mme LAMURE

ARTICLE 44

Alinéas 2 et 17

Supprimer ces alinéas.

Objet

Cet amendement vise à exclure le relèvement de seuil de revente à perte du champ de la prolongation des dispositions prévues par l'ordonnance n° 2018-1128 du 12 décembre 2018.

En effet, une étude de l'UFC-Que Choisir a révélé que le relèvement du seuil de revente à perte a provoqué, dans le mois ayant suivi son entrée en vigueur, une inflation de 0,83 % sur les produits alimentaires vendus au sein des super et hypermarchés. Cette mesure faisant l'objet d'une expérimentation de deux ans, cette inflation représentera, sur cette seule période, une hausse des dépenses alimentaires de 1,6 milliard d'euros pour les consommateurs.

En outre, cette même étude démontre que le revenu agricole a, quant à lui, stagné. Cela s'explique par le fait que les produits concernés par cette mesure sont des produits transformés dont la part de matière première agricole dans le prix final est faible. Il n'existe aucun lien direct entre le relèvement du seuil de revente à perte et l'augmentation du revenu agricole, d'autant plus que la distribution et l'industrie n'ont pas l'obligation de reverser aux agriculteurs les sommes prélevées sur les consommateurs.

Il convient, dès lors, de ne pas prolonger l'expérimentation du relèvement du seuil de revente à perte.

NB : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

La mention « Tombé » signifie qu'il n'y avait pas lieu de soumettre l'amendement au vote du Sénat dans la mesure où soit l'objectif poursuivi par l'amendement a été atteint par l'adoption d'un autre amendement (ex. : amendement de rédaction globale incluant la modification proposée), soit, au contraire, l'amendement était incompatible avec un amendement précédemment adopté (ex. : l'adoption d'un amendement de suppression fait tomber tous les autres).



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Accélération et simplification de l'action publique
(1ère lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 359 , 358)

**N° 37 rect.
quater**

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|-------------|
| C | Défavorable |
| G | Défavorable |
| | Retiré |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Marc BOYER et CHATILLON, Mme RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI, M. LAMÉNIE, Mme Anne-Marie BERTRAND et M. Henri LEROY

ARTICLE 39

Rédiger ainsi cet article :

L'article L. 213-4-1 du code de la route est ainsi rédigé :

« Art. L. 213-4-1. – Les places d'examen du permis de conduire sont attribuées directement de manière nominative aux candidats qui en font la demande par voie électronique sur un système dédié. La demande peut être effectuée selon les mêmes modalités, et à la demande du candidat, par l'établissement d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière auprès duquel celui-ci est inscrit. »

Objet

Le présent amendement prévoit de généraliser et pérenniser l'expérimentation prévue par la loi d'orientation des mobilités, visant à permettre la réservation en ligne des places d'examen du permis de conduire.

En procédant ainsi, le seul critère d'attribution de ces places d'examen sera l'ordre d'inscription, sans discrimination en fonction du lieu ou du mode d'apprentissage. Cela assure donc une parfaite neutralité d'accès à l'épreuve.

De plus, la simple suppression de l'article L. 213-4-1 du code de la route prévue par la rédaction actuelle de cet article ne laisse comme référence législative que le seul article L. 221-1 A. Si celui-ci rappelle que l'examen du permis de conduire est un service universel et que chaque candidat doit se voir proposer une date d'examen, les modalités sont renvoyées à un texte réglementaire. Il convient plutôt d'en fixer les modalités d'attribution dans la loi.

NB : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Accélération et simplification de l'action publique

(1ère lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 359 , 358)

N° 38 rect. ter

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|--------------------|
| C | Demande de retrait |
| G | Demande de retrait |
| | Retiré |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Marc BOYER et CHATILLON, Mme RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI et MM. LAMÉNIE et Henri LEROY

ARTICLE 42 BIS

I. – Alinéa 18

Remplacer le mot :

administratives

par le mot :

pénales

II. – Alinéas 19 et 24

Après le mot :

passible

rédiger ainsi la fin de ces alinéas :

de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe. » ;

III. – Alinéas 20 à 23

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

...) Le paragraphe 2 de la sous-section 4 est complété par un article L. 341-44-1 ainsi rédigé :

IV. – Alinéas 25 à 28

Remplacer ces alinéas par un alinéa ainsi rédigé :

...) Le paragraphe 2 de la sous-section 5 est complété par un article L. 341-46-1 ainsi rédigé :

V. – Alinéa 29

Après le mot :

passible

rédiger ainsi la fin de cet alinéa :

de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe. »

VI. – Alinéa 30

Supprimer cet alinéa.

Objet

Cet amendement vise à s'assurer de la diligence des professionnels à appliquer la loi en remplaçant les sanctions administratives prévues par le texte par des sanctions pénales.

Si la non-transmission de la fiche standardisée d'information fait l'objet de sanctions administratives, les établissements de crédits seront uniquement poursuivis par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF).

Or, ces instances ne disposent pas de moyens humains suffisants pour traiter simultanément toutes les affaires dont elles sont saisies. A titre d'exemple, alors que son champ de compétences s'est élargi, notamment dans le cadre de la révision de la directive services de paiement (DSP2), l'ACPR a connu une baisse d'effectif de 6 % depuis l'année 2015.

De ce fait, les sanctions administratives prévues par le présent article pourraient ne pas être appliquées. Il convient donc d'instituer des sanctions pénales. En conséquence, les actions en justice pourront être intentées par les victimes, les associations de consommateurs, et les pouvoirs publics, dont la DGCCRF, qui dispose déjà du pouvoir de mettre fin aux mauvaises pratiques des bancassureurs, en vertu des articles L511-5 du Code de la consommation et L.521-1 et suivants du même code.

NB :La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Accélération et simplification de l'action publique

(1ère lecture)

(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)

(n° 359 , 358)

**N° 39 rect.
quater**

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|--------------------|
| C | Demande de retrait |
| G | Demande de retrait |
| Retiré | |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Marc BOYER et CHATILLON, Mme RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI, M. LAMÉNIE, Mme Anne-Marie BERTRAND et MM. Bernard FOURNIER et Henri LEROY

ARTICLE 42 BIS

I. – Après l'alinéa 3

Insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Si l'acceptation du prêteur résulte de l'application du troisième alinéa de l'article L. 313-31 du code de la consommation, l'assuré n'est pas tenu de notifier la décision du prêteur à l'assureur. En ce cas, la résiliation du contrat d'assurance prend effet dix jours après la réception par l'assureur de la notification de la date de prise d'effet du contrat d'assurance accepté en substitution par le prêteur ou à la date de prise d'effet de ce contrat si celle-ci est postérieure. » ;

II. – Après l'alinéa 10

Insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

...° L'article L. 313-31 est ainsi modifié :

a) Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À défaut de réponse dans ce délai, le prêteur est réputé avoir accepté le nouveau contrat à l'expiration dudit délai. Dans ce cas, l'emprunteur ne supporte pas les conséquences d'une éventuelle insuffisance du niveau de garantie tel que mentionné à l'article L. 313-30 du présent code. » ;

b) À la première phrase du troisième alinéa, après les mots : « En cas d'acceptation », sont insérés les mots : « ou de défaut de réponse dans le délai prévu au deuxième alinéa du présent article » ;

Objet

Cet amendement vise à rendre réellement effectif le droit au changement d'assurance emprunteur en prévoyant une acceptation tacite, par le prêteur, des termes du nouveau contrat d'assurance lorsque le délai de réponse de dix jours ouverts suivant la réception de ce contrat est expiré.

En effet, lorsqu'un emprunteur souhaite changer l'assurance souscrite en garantie de son crédit immobilier, il présente un nouveau contrat au prêteur, qui doit en accepter ou en refuser les termes dans un délai de dix jours ouverts suivant sa réception.

Or, en pratique, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) relève que certains établissements « ne répondent pas, ou que très tardivement, à des demandes de changement de

contrat d'assurance emprunteur ». Ainsi, l'emprunteur n'a en réalité pas d'autre choix que de conserver une assurance généralement plus chère.

Ces procédés qui visent à décourager les emprunteurs dans leurs démarches ou à différer la date de changement du contrat sollicité sont rendus possibles par l'absence de sanction immédiate des prêteurs en cas de manœuvres dilatoires.

Par conséquent, l'instauration d'une acceptation tacite résoudrait cet écueil en imposant aux prêteurs d'accepter ou de refuser le nouveau contrat dans le délai imparti et rendrait véritablement effectif le droit au changement d'assurance emprunteur.

NB : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Accélération et simplification de l'action publique
(1^{ère} lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 359 , 358)

**N° 40 rect.
quater**

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|--------------------|
| C | Demande de retrait |
| G | Demande de retrait |
| | Retiré |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Marc BOYER, CHATILLON, PERRIN et
RAISON, Mme RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI, M. LAMÉNIE, Mme Anne-Marie
BERTRAND et MM. Bernard FOURNIER et Henri LEROY

ARTICLE 42 BIS

Alinéas 5 et 34

Remplacer les mots :

Sur support papier ou tout autre support durable

par les mots :

sur l'avis d'échéance de l'assurance

Objet

Dans sa rédaction actuelle, le présent article prévoit une information annuelle à l'assuré par l'assureur de son droit de résiliation sur support papier ou tout autre support durable. Sans être encadré formellement, ce dispositif pourrait s'avérer inefficace.

En effet, les pratiques des assureurs pourraient être divergentes et nuire à l'accessibilité de l'information pour les assurés.

En conséquence, il est proposé que cette information soit délivrée sur l'avis d'échéance de l'assurance. Adressé annuellement, ce document apparaît pertinent dans la mesure où il mentionne, d'ores et déjà, le montant de la prime payé par l'assuré ainsi que les échéances des futurs paiements.

NB : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi

Accélération et simplification de l'action publique

(1ère lecture)

(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)

(n° 359 , 358)

**N° 41 rect.
quater**

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|--------------------|
| C | Demande de retrait |
| G | Demande de retrait |
| Retiré | |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, LEFÈVRE, Jean-Marc BOYER, VIAL, CHATILLON, PERRIN et RAISON, Mmes LASSARADE et RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI, M. LAMÉNIE, Mme Anne-Marie BERTRAND et MM. Bernard FOURNIER et Henri LEROY

ARTICLE 42 BIS

Alinéas 3, 5 et 7

Compléter ces alinéas par une phrase ainsi rédigée :

Cette information doit être rappelée à l'assuré par l'assureur sur l'avis d'échéance de l'assurance, de manière claire, visible et sans ambiguïté, au plus tôt cinq mois et au plus tard trois mois avant chaque date d'anniversaire de la signature de l'offre de prêt par l'emprunteur ou, le cas échéant, la date prévue au contrat.

Objet

Dans sa rédaction actuelle, le présent article prévoit une information annuelle à l'assuré par l'assureur de son droit de résiliation. Sans être encadré dans le temps, ce dispositif pourrait s'avérer doublement inefficace.

D'une part, une information remise trop tard aurait pour conséquence de maintenir captif l'assuré pendant une année supplémentaire avant qu'il ne puisse faire jouer la concurrence. D'autre part, une information remise trop tôt n'inciterait pas l'assuré à effectuer les démarches nécessaires immédiatement, et celui-ci pourrait, faute de rappel ultérieur, ne plus s'en préoccuper.

En conséquence, il est proposé que cette information soit délivrée *au plus tôt cinq mois et au plus tard trois mois avant la date* choisie par l'assuré.

Une telle disposition permettrait à l'assuré d'être informé de l'approche de la date anniversaire de la signature de l'offre de prêt dans un délai suffisamment restreint, lui offrant de manière effective l'information qui lui permettrait d'effectuer les démarches nécessaires à l'exercice de ses droits.

Le recours à un délai encadré est courant. Celui-ci figure notamment à l'article L.215-1 du code de la consommation depuis l'adoption de la loi Chatel du 28 janvier 2005. En outre, les établissements bancaires sont d'ores et déjà coutumiers de ce délai encadré. Celui-ci leur est imposé par exemple en matière de tarifs bancaires. Les assureurs n'y sont pas étrangers non plus. En effet, ceux-ci y sont soumis pour la majorité des autres contrats d'assurance.

En outre, la mise en place d'un tel mécanisme dans le délai prévu par la proposition de loi ne pose assurément pas de difficultés. En 2005, le législateur avait laissé aux assureurs (et nombre d'autres professionnels) un délai de six mois pour mettre en place le mécanisme qui serait instauré. Avec les progrès réalisés depuis, les établissements bancaires et les assureurs sauront se conformer aux mesures introduites dans un délai de quatre mois.

Ainsi, l'instauration d'une telle disposition (d'ores et déjà mise en pratique sur d'autres types de contrats depuis de nombreuses années) permettrait de renforcer l'effectivité du droit au changement d'assurance emprunteur, et s'inscrirait dans l'esprit de la proposition de loi.

NB : La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Accélération et simplification de l'action publique

(1^{ère} lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 359 , 358)

N° 43 rect. ter

3 mars 2020

AMENDEMENT

présenté par

| | |
|----------|-------------|
| C | Défavorable |
| G | Défavorable |
| Retiré | |

Mme NOËL, MM. BASCHER, Daniel LAURENT, Jean-Marc BOYER et CHATILLON, Mme RAIMOND-PAVERO, M. CALVET, Mme DEROMEDI, M. LAMÉNIE, Mme Anne-Marie BERTRAND et M. Bernard FOURNIER

ARTICLE 42

Après le septième alinéa de l'article L. 112-4 du code des assurances, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – la possibilité, en cas de litige, de recourir à une contre-expertise ainsi qu'une information relative au coût moyen de celle-ci. »

Objet

En matière d'assurance, et en la présence d'un contrat conclu entre un assureur et un assuré, lorsqu'un sinistre survient, l'assureur mandate un expert afin d'évaluer le montant des dommages à indemniser. Si l'assuré est en désaccord avec les conclusions de l'expert mandaté par l'assureur, il dispose de la possibilité d'engager, à ses frais, une contre-expertise.

Toutefois, les assurés ne sont pas toujours informés de cette possibilité. Celle-ci constitue, pourtant, le principal outil de contestation de l'expertise des assurances, dont l'indépendance est parfois remise en question.

Ainsi, afin d'informer les assurés de l'existence de cette option, il convient de faire figurer, sur le contrat d'assurance, le possible recours à une contre-expertise, ainsi que le coût moyen de celle-ci.

NB : La présente rectification porte sur la liste des signataires.

